

GAELA – Groupement d’Analyses et d’Etudes de Loire-Atlantique

Se préparer aussi à faire face, au-delà des menaces actuelles, à une source croissante de tensions géopolitiques : le changement climatique

Jean-Michel Lair

j.m.lair@hotmail.fr

Février 2024

Les conflits « traditionnels », source grandissante de menaces pour la France et le monde

La note que Marc Moussion vient de consacrer à la situation géopolitique mondiale en ce début d’année 2024 s’achève sur un avertissement : demain la guerre en Europe n’est plus impossible, et nous ne sommes pas vraiment prêts à y faire face. Les quatre « points chauds » qu’il passe en revue peuvent en effet contribuer à faire basculer le monde vers des conflits majeurs, susceptibles de s’alimenter mutuellement.

Le tableau est sombre et on chercherait en vain des motifs solides pour se rassurer. Même une éventuelle réélection de Joe Biden à la tête des Etats-Unis ne mettrait pas un terme aux inquiétudes soulevées par les positions de Donald Trump car le soutien américain à l’Ukraine et l’implication des Etats-Unis en Europe ne pourront se maintenir au niveau actuel, la Chine leur apparaissant de plus en plus comme la principale menace.

On doit en outre s’inquiéter d’un effet collatéral majeur des conflits d’Ukraine et de Palestine ; le monde est de moins en moins aligné sur l’Occident. Nombre de pays dénoncent un « deux poids, deux mesures » occidental. Le 15^{ème} sommet des BRICS, conclu en février 2023, a montré l’intérêt grandissant de nombreux pays émergent à rejoindre ce quintette hétérogène, soudé uniquement par le souhait de bâtir un ordre mondial alternatif ; si un véritable découplage avec l’Occident n’est pas réalisable à moyen terme, il s’inscrit dans une tendance de fond portée par plusieurs dynamiques, comme l’essor économique du Sud global ou les progrès des monnaies numériques. De surcroît, la guerre entre Israël et le Hamas a accentué les fractures entre le monde musulman et l’Occident.

Dans ce contexte périlleux, la guerre en Ukraine montre clairement que l’Europe n’est pas prête ni équipée pour affronter seule un conflit de haute intensité de ce type sur son propre continent. Or la capacité à produire pour sa défense et celle de ses alliés fait partie intégrante de la dissuasion. Aujourd’hui nos stocks militaires sont vite épuisés, nos capacités de production insuffisantes voire inexistantes ; en attendant mieux, il faut dans l’urgence se tourner vers des pays lointains (la Pologne s’approvisionne en partie en Corée du Sud, la France se procure des obus en Australie).

L'implication directe des Américains dans la sécurité européenne depuis le dernier conflit mondial a d'ailleurs eu pour effet pervers d'approfondir la très grande dépendance des Etats européens à l'égard de l'industrie d'outre-Atlantique, ce qui a pu nuire à plusieurs projets de coopération : la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni tirent ainsi des projets industriels parfois concurrents.

Les politiques publiques, dans de nombreux pays occidentaux doivent désormais assumer de privilégier la protection de la population et la résilience de la société sur la recherche du plus haut niveau de croissance et de prospérité, au point que l'expression « économie de guerre » a refait surface. Son registre est néanmoins assez différent de celui qui a accompagné les deux précédentes guerres mondiales : plutôt qu'une mobilisation massive, exceptionnelle mais ponctuelle de ressources pour la défense, il s'agit de mobiliser sur des décennies une capacité d'investissement suffisante pour mener de front le réarmement militaire, l'autonomie stratégique et une sortie des énergies fossiles. L'économie de guerre suppose de plus en plus non seulement une augmentation des capacités industrielles, mais aussi une parfaite adaptation des besoins : simplification des circuits bureaucratiques (en France la Direction générale pour l'armement s'est attelée à cette tâche), réponses rapides aux demandes, adaptation constante aux progrès techniques et aux innovations tactiques (pensons aux drones et aux munitions complexes).

Ce revirement des politiques publiques est d'autant plus indispensable qu'il y a lieu dès à présent de gérer plusieurs types de menaces.

La guerre en Ukraine, tout comme la multiplication des activités terroristes, ont montré qu'il est risqué de calibrer la culture stratégique militaire et le mode opérationnel des armées sur un seul type de conflit et qu'il est indispensable de se préparer à des conflits de nature différente, qui peuvent être simultanés. Cela suppose, outre une appréciation fine et parfaitement à jour des risques, une réelle agilité opérationnelle. L'« Initiative européenne d'intervention » (IEI) devrait être le cadre de ces réflexions puisqu'elle complète sur le plan opérationnel la Coopération structurée permanente (CSP ou PeSCo) axée sur les capacités.

Cependant, quelle que soit la gravité de la situation actuelle au vu de menaces bien identifiées, ne faut-il pas non seulement se préparer à des formes de conflit nouvelles, mais encore anticiper des facteurs de conflits encore peu affirmés ?

Le changement climatique, amplificateur et source directe d'un nombre croissant de conflits

La plupart des conflits ont des origines multiples, mais les quatre points chauds évoqués par Marc Moussion correspondent, au-delà de leur diversité, à des confrontations « classiques » par leurs motivations (rivalités politico-idéologiques et/ou historiques, égos de dictateurs, ambitions territoriales), même si ces motivations se déclinent sans grande cohérence... Dans les années à venir, il est peu contestable que le dérèglement climatique va croître en importance comme facteur de belligérance, sans bien sûr faire disparaître les autres sources de tension : il va même les exacerber et contraindre les stratèges à superposer la cartographie des risques climatiques à celle des tensions géopolitiques et stratégiques.

Les évolutions du climat ont certes depuis toujours alimenté des conflits armés. Songeons au réchauffement climatique du XII^{ème} siècle avant J.-C., moteur d'une terrible sécheresse qui a engendré des famines, des mouvements de populations et des guerres ; il a toutefois surgi dans le bassin méditerranéen en même temps que de puissants séismes. A notre époque, le dérèglement climatique, s'il est déjà un amplificateur des crises et des menaces, ne peut être considéré comme le facteur principal d'un des conflits contemporains, même en Syrie ou au Darfour.

Notre monde ne s'est cependant réchauffé que de 1,15 °C depuis l'ère préindustrielle, la situation sera radicalement différente lorsque le réchauffement global atteindra +1,5°C vers 2030 puis +2°C vers 2050, avec des situations localement beaucoup plus tragiques car il ne s'agit que de moyennes. La plupart des Etats seront soumis à des stress tests de grande ampleur. L'inondation géante du tiers du territoire pakistanais en 2022, les méga-feux en Australie ou au Canada, la sécheresse historique dans la Corne de l'Afrique, en donnent de premières illustrations.

Les tensions entre les pays partageant les ressources des grands fleuves nourriciers, elles-mêmes souvent en péril, se multiplient déjà à travers le monde. Dans les années à venir, des crises et des conflits armés surviendront certainement avec pour objectif l'accès ou le partage de ressources critiques comme l'eau, la production agricole, les ressources halieutiques. Les Etats incapables de faire face à des aléas météorologiques extrêmes, mais aussi à des crises durables provoquées par la modification du régime des précipitations, la montée des eaux ou l'effondrement de la biodiversité, seront fragilisés et entraîneront souvent des régions entières dans l'instabilité et l'insécurité.

Le dérèglement climatique aura pour effet de provoquer des crises en chaîne : les sécheresses entraîneront des crises agricoles et pastorales, conduisant à des crises alimentaires et ensuite à des déplacements de populations, parfois gigantesques, qui auront comme conséquence un accroissement des tensions intérieures et internationales.

De nombreuses aires géographiques dans lesquelles la France dispose d'une présence souveraine, de forces et de pays partenaires, seront particulièrement affectées, comme la région ANMO, l'Afrique subsaharienne, l'Asie du Sud et du Sud-Est, l'Océanie, l'espace caraïbe. Ces pays ne manqueront pas d'amplifier leurs critiques sur la responsabilité de l'Occident dans le dérèglement climatique et l'insuffisance de son soutien aux pays du Sud global, les plus exposés et les moins responsables de cette catastrophe.

D'autres enchaînements sources de tensions seront à prendre en compte, notamment les effets des crises climatiques dans les pays producteurs de biens industriels, technologiques ou alimentaires, avec des ruptures de circuits d'approvisionnement. Cela s'est déjà produit à l'occasion d'inondations majeures en Thaïlande et de sécheresses estivales en Chine, affectant l'approvisionnement des industriels et des marchés situés en Europe ou en Amérique du Nord. Ce risque va s'amplifier. Plus généralement, la mondialisation, aujourd'hui déjà en recul, va continuer à se fragmenter avec la recherche de circuits courts et de productions souveraines.

Les ruptures d'approvisionnement résulteront aussi de chantages, certains Etats profitant de leur position dominante sur certains segments critiques du marché. Si le monde cherche à se déprendre de la dépendance aux énergies fossiles, il risque de retomber dans de nouvelles formes de dépendance à l'égard d'acteurs disposant des métaux stratégiques et des technologies contribuant aux énergies décarbonées, et d'ailleurs souvent dans le même temps à la défense militaire. Il en ira de même des ressources alimentaires dans un contexte de pénurie accru par le réchauffement climatique (céréales en particulier), comme la Chine a menacé de le faire vis-à-vis du Japon en 2010, et plus récemment la Russie en instrumentalisant ses atouts céréaliers et sa capacité à bloquer les exportations ukrainiennes.

Toutes ces difficultés iront de pair avec la nécessité de renforcer la protection des flux, en particulier la sécurité des navires acheminant les produits alimentaires, les métaux, etc. Les attaques récentes des rebelles Houthis en Mer Rouge donnent un aperçu de ces risques.

La nouvelle géographie des risques se caractérisera enfin par l'apparition de nouveaux espaces de compétition, comme l'Arctique, largement libéré des glaces et ouvrant à la fois de nouvelles perspectives d'exploitation minière et de nouvelles voies de transport maritime.

Faire face à cette nouvelle flambée des risques

Un monde plus chaud sera inévitablement un monde plus instable et plus violent et notre pays doit se mettre en mesure de détecter et d'évaluer des risques nouveaux, tout en adaptant ses forces au nouveau contexte climatique.

Cette tâche considérable aux multiples facettes ne peut être menée à bien sans un réel décloisonnement de tous les acteurs à tous les niveaux, notamment au sein des entités ministérielles, entre les différentes entités publiques comme entre le secteur public et le secteur privé, afin d'aboutir à une vision partagée des enjeux, des scénarios de crises, des préparations indispensables dans tous les domaines affectés : sécurité des populations et des infrastructures critiques, santé publique, maîtrise de l'information, etc. Il faudra également développer les coopérations internationales en matière de sécurité climatique au sein des instances compétentes, comme l'OTAN, l'Union Européenne ou diverses enceintes régionales, notamment en Indo-Pacifique.

Le ministère français des Armées s'est doté d'un écosystème complet composé d'une équipe dénommée « Blue Team », formé de différents représentants des forces armées, d'ingénieurs et d'analystes, d'une équipe pluridisciplinaire d'experts académiques (la « Purple Team ») et d'une « Read Team » d'auteurs, scénaristes et dessinateurs de science-fiction chargés d'imaginer, avec une totale liberté, les pires scénarios pouvant menacer la France et ses intérêts à l'horizon 2030-2060, pour éclairer la vision de long terme des décideurs et stimuler les réflexions des acteurs.

Par ailleurs, pour pouvoir intervenir efficacement dans un monde plus chaud, les armées devront s'adapter elles-mêmes et développer leurs capacités de résilience. La stratégie « Climat et Défense », adoptée en avril 2022, et placée sous la direction du Major général des armées, vise à coordonner l'action des armées, directions et services du ministère afin de disposer des outils de connaissance et d'anticipation de l'évolution des conditions climatiques et de leurs conséquences sécuritaires, nécessaires pour engager une politique globale d'adaptation. Globale, parce qu'elle doit couvrir le spectre complet des missions, de la préparation opérationnelle au soutien des forces (résilience des infrastructures de défense, logistique, etc.), les opérations, la formation et les capacités dans les milieux les plus divers (extra-atmosphérique, aérien, terrestre, sur et sous la mer).

La recherche d'une empreinte logistique la plus réduite possible est devenue un leitmotiv pour les armées occidentales, notamment pour les Etats-Unis, qui ont enregistré de fortes pertes en Irak et en Afghanistan en raison de l'importance et de la vulnérabilité de la logistique énergétique et hydrique. Le changement climatique va accentuer cette dynamique. Les travaux capacitaires liés à l'énergie doivent certes permettre aux armées de gagner en puissance, en autonomie ou en discrétion, mais elles doivent aussi leur permettre de faire face à des conditions environnementales extrêmes (températures, tempêtes de sable ou de poussière...) tout en préservant la santé des combattants et les performances des matériels.

En définitive, on voit bien que les crises actuelles sont lourdes de menaces, mais qu'il faut déjà se préparer à celles, nouvelles à bien des égards, qui se profilent à l'horizon...